

De la société de consommation à la société de modération

Ce que les Français disent, pensent et font en matière de maîtrise de l'énergie

Isabelle Moussaoui

La question de l'énergie et de sa maîtrise dans l'habitat redevient aujourd'hui, en France, un sujet médiatique et politique d'importance, en même temps qu'elle constitue une préoccupation accrue des ménages. Cette remontée d'intérêt est visible grâce à plusieurs indicateurs. Les médias s'emparent de la notion de « maîtrise de l'énergie », en particulier en donnant des conseils pragmatiques, très centrés sur les économies financières (augmentation du coût du pétrole), sur les préoccupations écologiques (changement climatique), voire sur les ressources alternatives (énergies vertes). Les enquêtes d'opinion sur les questions environnementales montrent également une croissance de la prise de conscience écologique et une préoccupation envers les problématiques énergétiques.

En revanche ces enquêtes permettent difficilement de répondre à la question : les gens font-ils oui ou non attention à l'énergie ? Les recherches microsociales permettent d'apporter des éléments de réponse. Dans les gestes quotidiens, il existe de réelles attentions aux consommations énergétiques et aux factures, un souci de ne pas gaspiller. Mais cela s'accompagne de projets de vie et d'une identité sociale basés sur un niveau de consommation générale et énergétique importants, qui freinent un développement des pratiques de sobriété. Si l'on écoute ce que les gens disent, on note une préoccupation environnementale affichée, mais parfois déconnectée des usages quotidiens, alors même qu'elle pourrait les légitimer.

Si enfin, l'on analyse ce que les gens pensent, l'attention énergétique garde une image négative de perte de confort, de crainte de l'exclusion sociale, voire de figure « passiste », alors même que les ménages ont des pratiques fortes d'attention énergétique pour des raisons financières, éducationnelles, d'anti-gaspillage, écologiques, et de rejet de la surconsommation. A travers ces méandres, semble néanmoins se dessiner l'intégration de la gestion des énergies dans une norme sociale, celle de la « modération », qui pourrait faire écho à la fois aux préoccupations domestiques et environnementales des ménages, et à la fois aux préoccupations de développement durable et de croissance des gouvernements.

cupations de développement durable et de croissance des gouvernements.

Société énergivore et développement durable

L'énergie s'est construite en France comme un objet politique à enjeu et comme une ressource qui doit être peu chère et abondante. Elle est de plus un symbole des modes de vie « modernes ». La maîtrise de la demande en énergie a donc un statut très ambigu : nécessité environnementale de plus en plus prégnante et qui s'appuie sur des outils législatifs, mais demande d'austérité incompatible avec les politiques économiques des pays riches et avec les modes de vie actuels.

Ce paradoxe est un élément très important pour comprendre le contexte des pratiques et la teneur des discours des ménages. En effet, le renvoi sur les « politiques », les « industriels », des problèmes environnementaux, et une certaine incompréhension des messages des campagnes de sensibilisation s'expliquent en partie par les fluctuations et les hésitations de la sphère publique à s'engager sur ce thème. De plus, ce paradoxe renvoie à l'imaginaire de nos sociétés contemporaines, fondées sur un usage illimité des ressources et un idéal de confort domestique. La société de consommation est une société énergivore, alors même que la notion d'abondance est aujourd'hui remise en question.

La croissance et le développement durable coexistent dans les discours politiques, le second étant censé permettre la première et réciproquement. On retrouve cette ambivalence dans la vie quotidienne des ménages. L'énergie est partout, dans les activités quotidiennes, et sa consommation est en hausse ; mais l'intérêt pour les questions énergétiques



Eteindre les équipements audiovisuels et informatiques en veille

Michel Gaillard/REA

et pour les préoccupations environnementales croît également. Ainsi, l'augmentation des surfaces des habitations, la consommation multiple d'objets et le multi-équipement, la baisse de la taille des ménages, l'augmentation du nombre de ménages¹, la préférence pour la maison individuelle qui constitue la majorité des acquisitions de logement, les échanges commerciaux mondiaux qui tendent à faire adopter des produits exotiques, aboutissent à une consommation marchande et une consommation de transports plus élevée, ce qui fait augmenter les consommations d'énergie (Dobré, 2003).

En particulier, la part de la consommation d'énergie électrique augmente. C'est la forme d'énergie qui croît le plus vite dans le monde (multipliée par 2.4 entre 1973 et 1999) (*Revue Durable*, 2002), parce qu'elle donne accès à des services très divers : mobilité, éclairage, transfert d'informations, climatisation, etc. (*Revue Durable*, 2002). L'augmentation de l'efficacité énergétique des appareils n'est pas visible à cause de l'augmentation globale de la consommation d'électricité, en particulier dans le secteur des services et de l'habitat (multiplication du nombre d'équipements, NTIC très dispendieuses en électricité, veilles des appareils électriques). Les comportements des ménages, et en particulier les comportements en matière énergétique, sont ancrés dans une société dite « de consommation » qui serait contradictoire avec l'évolution écologique des comportements (Dobré, 2003).

Cependant, les questions énergétiques et les économies d'énergie intéressent de plus en plus les Français. Selon l'IFOP (2005), « les questions liées à l'énergie en France,

c'est-à-dire les questions liées aux types d'énergie utilisées (nucléaire, gaz, pétrole, etc.), aux ressources et aux modes d'approvisionnement (productions nationales, importations, etc.) » intéressent les Français : 60 % se disent beaucoup ou assez intéressés par les questions énergétiques. De plus, 7 Français sur 10 se disent concernés par les économies d'énergie en France (et cela a progressé de presque 10 % entre 2002 et 2005).

Au-delà de la question de la préoccupation énergétique, les usages énergétiques sont « encastés » dans la construction identitaire de nos sociétés contemporaines. En effet, l'énergie est très liée à la société de consommation, à la notion de progrès, à la société d'abondance (identité par inclusion) (Shove, 2003 ; Zelem, 2005) ; et la consommation est également un élément de différenciation socio-culturelle (Bovay *et alii*, 1987 ; Nevius, 2001), c'est-à-dire que la consommation d'énergie permet de démarquer certains groupes sociaux entre eux (identité par exclusion).

Pratiques énergétiques et valeurs de modération, chez des familles propriétaires

Le paradoxe de la maîtrise de l'énergie se retrouve donc en particulier au sein des foyers. Il existe un décalage entre les

1. Entre 1960 et 1990, le nombre de ménages en Europe a augmenté deux fois plus vite que la population (*Revue Durable*, 2002).

discours et les pratiques, et entre les préoccupations et les hiérarchies faites au quotidien dans les actions à mener. En particulier, les préoccupations financières restent un moteur très fort de gestion domestique, alors que les préoccupations environnementales et énergétiques connaissent une hausse qui ne peut pas toujours se concrétiser par des actes dans l'univers domestique. Cependant, préoccupations financières et préoccupations énergétiques peuvent trouver des terrains communs d'action dans le quotidien, une réduction de consommation étant souvent égale à une réduction de facture.

A partir d'une enquête qualitative sur des familles propriétaires de leur logement², nous nous sommes demandé : Les gens ont-ils des pratiques d'attention, voire de réduction de leurs consommations énergétiques ? Si oui, au nom de quoi les réalisent-ils ? Si les pratiques sont inexistantes, ou si elles sont faibles, quels sont les freins à une évolution vers des comportements plus « attentifs » ?

Les personnes rencontrées ont un point commun assez fort : un projet de vie centré sur le logement et sur la famille restreinte, projet construit sur la norme de la modération, de l'équilibre. On retrouve ce projet et ses caractéristiques dans différents domaines de la vie des familles. Celles-ci cherchent à construire et à respecter cette norme de l'équilibre/modération, en évitant deux autres logiques d'action, jugées comme des « idéaux excessifs » :

- la logique du contrôle et de la maîtrise qui, si elle était trop suivie, amènerait à de fortes restrictions de consommation, des rapports tendus dans les relations sociales et un imaginaire du sacrifice ; mais qui, si elle n'était pas du tout suivie, amènerait à des excès ;

- la logique du confort/bien-être qui, si elle était trop suivie, provoquerait du gaspillage, de l'égoïsme ou du laxisme dans les relations sociales, un imaginaire de la fuite en avant par la consommation ; mais qui, si elle n'était pas du tout suivie, amènerait à trop de sacrifices.

On retrouve cette recherche d'équilibre dans différents domaines de la vie domestique :

- Au plan de l'éducation des enfants, les parents rencontrés sont tiraillés entre la volonté de les éduquer (donc de les responsabiliser, au niveau énergétique, environnemental, budgétaire) et la volonté de les protéger (éviter de leur parler de difficultés financières, éviter de leur parler des problèmes environnementaux, etc.). Une même famille peut par exemple demander aux enfants de faire attention aux appareils allumés (radio, télévision, éclairage), mais augmenter le chauffage dans la chambre d'enfant pour que celui-ci soit bien installé pour faire ses devoirs.

- Au plan du logement, la priorité est donnée au fait de devenir propriétaire, donc de payer le crédit immobilier. Les autres postes budgétaires sont définis en fonction de ce qui reste une fois que les dépenses du logement (crédit et factures d'énergie, d'eau, etc.) sont payées. Ces familles « investissent » financièrement et symboliquement dans leur résidence principale : peu ont des résidences secon-

dares, elles réalisent des travaux de rénovation dans ce logement, y passent beaucoup de temps. Ainsi, au moins un des membres du couple travaille à temps partiel (ou ne travaille pas ou plus), et réalise des activités liées au logement et/ou aux enfants.

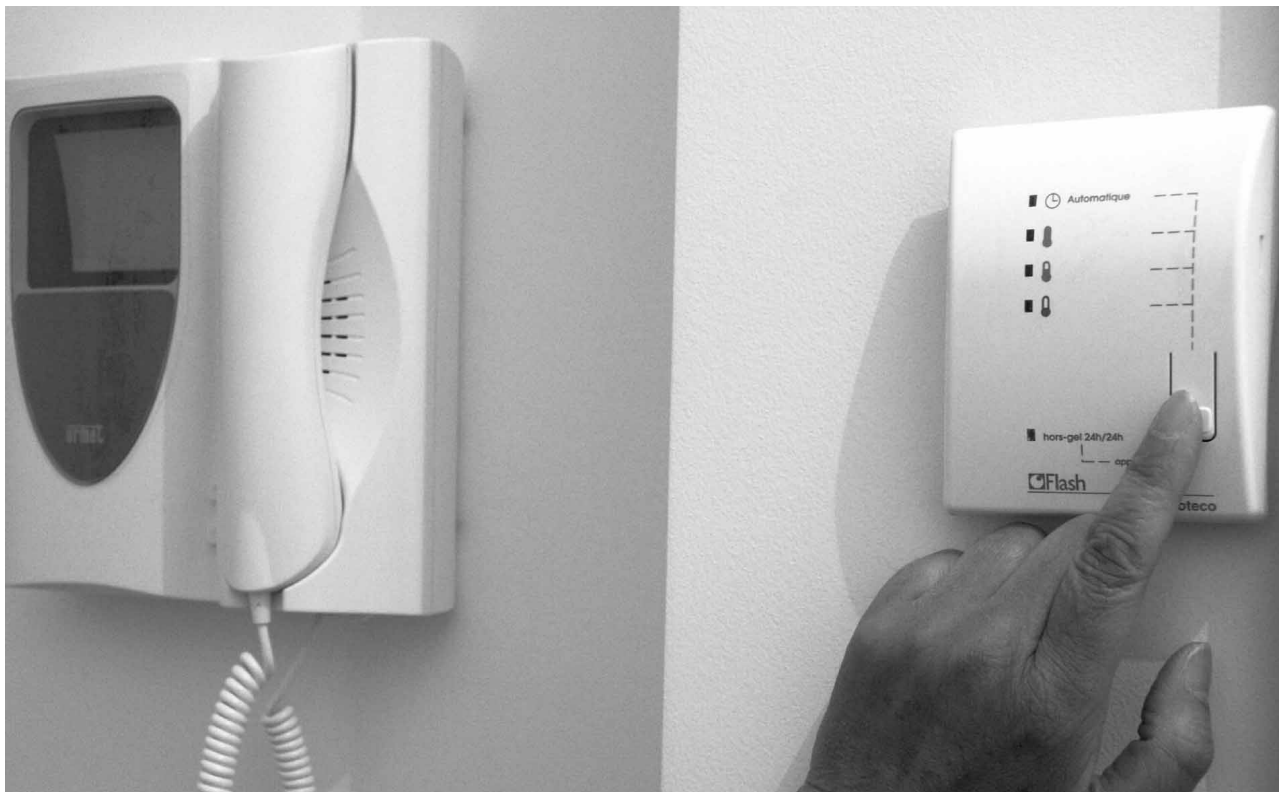
- Au plan de la consommation, ces familles oscillent entre une volonté de consommer « normalement », de se faire plaisir par la consommation (achat de marques, etc.) et la volonté d'épargner, de « prévoir l'imprévu », de ne pas tomber dans la « surconsommation ». On retrouve cette tendance au niveau des enfants, avec à la fois un équipement de plus en plus fort des enfants en nouvelles technologies, mais aussi une crainte de l'accumulation. Certains parents tentent alors de « résister » à la pression des marques et des demandes enfantines.

Ces familles recherchent finalement une « normalité » (être dans une norme sociale, tout en ne tombant pas dans des excès). Ils développent donc une norme de la « modération », qui n'est pas uniquement un compromis entre un côté qui serait négatif (trop de contrôle) et un côté qui serait positif mais inatteignable (confort, bien-être). Ces familles rejettent les deux extrêmes, qui seraient aussi négatifs l'un que l'autre.

Hiérarchisation des logiques d'action dans la maîtrise de l'énergie

Chacune des familles rencontrées a des pratiques de maîtrise de l'énergie, avec une appropriation de conseils et de recommandations (appropriation parfois difficile ou simplifiée). Ces pratiques sont plus développées que l'hypothèse que nous avons faite au départ de l'enquête. Il existe réellement des pratiques de maîtrise de l'énergie incorporées, pas toujours consciencisées. Elles le sont néanmoins de plus en plus, car outre l'éducation qui revient dans les discours, les sources de discours sur la maîtrise de l'énergie sont récentes : émissions de télévision, campagnes de sensibilisation, école des enfants, médias. Il semblerait en fait que les normes de maîtrise de l'énergie existent de longue date chez ces personnes, mais aient été actualisées à certains moments de leur vie. Par exemple, la chasse au gaspi des années 70

2. Nous avons réalisé un terrain d'enquête à base d'entretiens et d'observations de logements (sortes de visites guidées, avec prises de photographies), auprès de 40 familles propriétaires (ou accédant à la propriété) de leur logement, de niveau « classe moyenne » au sens français du terme (de revenus proches de la médiane des revenus) (Chauvel, 2006). Nous avons choisi de diversifier le lieu d'enquête (20 familles à Paris et en région parisienne, 20 familles dans une ville moyenne) ; l'âge des enfants (enfants en bas âge, adolescents, un enfant parti du domicile parental), pour appréhender la dynamique des cycles de vie dans les comportements ; le lieu de résidence (maison, appartement) ; les sources d'énergie utilisées pour le chauffage (fioul, gaz, électricité, bois, réseau urbain) ; les professions et les types de contrat (tout en restant dans les « classes moyennes »)



Michel Gaillard/REA

Diminuer la température en quittant la maison

est très présente chez les personnes qui étaient enfants à cette période ; aujourd'hui les questions de changement climatique et de pénurie des énergies fossiles sont des discours connus. Cependant, les moteurs d'actions en matière d'économies d'énergie ne sont pas principalement environnementaux. Ils sont plutôt liés à la gestion du budget et de la consommation. En effet, aujourd'hui, les interviewés se situent dans une situation et un discours d'abondance de la consommation (et non plus de restriction, comme les adultes de l'après-guerre), et également dans une problématique d'accès à la propriété (et donc de tensions entre leur volonté d'intégration dans la classe moyenne et la gestion de leur budget). Les attentions énergétiques sont donc réalisées selon plusieurs logiques, qui peuvent se combiner :

- La logique financière : elle est très forte dans les discours et dans les pratiques. Elle est le moteur principal d'action de ces familles concernant des pratiques de maîtrise de l'énergie. On la retrouve également dans la gestion de l'eau et des communications téléphoniques et Internet ;

- La logique anti-gaspillage, qui est également une logique à l'œuvre pour l'eau et l'alimentation (ne pas « gâcher » de la nourriture, finir son assiette, ne pas gaspiller l'eau) ;

- La logique écologique, que l'on retrouve également pour l'eau, les déchets, voire pour la santé (médecine « naturelle »). Elle est présente chez une partie de notre groupe de familles comme argument « spontané » (évoqué sans que le thème soit abordé dans les questions). Cependant,

mentionnons que les personnes rencontrées se défendent d'être des militants (ce qui est considéré comme un excès par rapport à leurs normes de vie) ;

– La logique de critique de la sur-consommation, que l'on retrouve sur les thèmes de l'alimentation et de la consommation de vêtements ou d'objets pour les enfants : une partie des parents semblent inquiets, en tout cas soucieux, de la logique « marque » qui se met en place dans la consommation des enfants et de la pression du groupe de pairs ou de la publicité qui en découle. Ce n'est alors pas tant l'énergie qui est en cause que les objets qu'elle permet de faire fonctionner : en particulier les objets électriques tels que jeux vidéo, télévision, chaînes hi-fi, ordinateurs, voire électroménager « superflu ». Par contre, pour l'électroménager, la logique « marque » peut être positive, comme critère de qualité, voire comme label supplémentaire d'économies d'énergie. Cette logique est à prendre comme un « signal faible » : elle est peu présente, mais elle pose question dans des familles intégrées par la consommation dans la société contemporaine.

Les répertoires d'actions de la maîtrise de l'énergie

La logique de modération, entre confort et maîtrise, conduit à la fois à des actions de maîtrise des énergies, mais également pose des limites dans les usages :

– Le chauffage : la norme de température est de 16-19 °C en cas d'absence, 21 °C quand les enfants sont présents, et 19 °C la nuit. Cependant, les enfants en bas âge peuvent bénéficier de plus de chauffage (salle de bains, voire chambre). Et le chauffage est monté quand les grands-parents rendent visite.

– L'éclairage : des ampoules basse consommation sont installées, le geste d'éteindre les lumières en sortant des pièces est préconisé, la puissance des ampoules est surveillée, mais la veilleuse de la nuit pour les enfants en bas âge n'est pas remise en question, et l'halogène, dont la pratique est « culpabilisée », peut être néanmoins allumée pour les dîners entre amis.

– La cuisson : les pratiques mentionnées sont moins nombreuses (et peut-être également moins verbalisées, car elles ne renvoient pas à des actions ciblées par les campagnes de sensibilisation), mais assez diverses : avoir des fours de taille différente pour les petits ou les grands plats, utiliser un auto-cuiseur pour cuire plus rapidement, éteindre les plaques électriques avant la fin de la cuisson, etc.

– Les appareils électriques : des interrupteurs multiprises sont installés, certains parents font le tour de la maison pour couper les veilles, certaines femmes abandonnent le sèche-linge pour cause de trop forte consommation, par rapport au travail à effectuer soi-même, les étiquettes énergétiques figurent parmi les critères d'achat (mais pas en premier critère), mais l'accumulation des équipements, les équipements dans les chambres des enfants ne sont globalement pas remis en question.

Les contraintes financières, voire les arguments écologiques favorisent donc des gestes et des dispositifs en faveur d'une maîtrise des énergies, mais le confort et le bien-être, en particulier celui des enfants, ainsi que les mises en scène sociales, viennent contrebalancer un certain nombre de ces actions. Les pratiques domestiques, le projet de vie, l'histoire des individus et leurs représentations sociales autour de l'énergie (valeurs environnementales, perception de leur consommation) construisent donc un répertoire d'actions qui ne se calque pas sur les préconisations des institutions en charge de diffuser de l'information et des conseils en matière de MDE, que l'on peut regrouper dans un « répertoire des experts », car le répertoire « social » (c'est-à-dire celui d'un groupe social, comme celui des familles propriétaires de classe moyenne) prend en compte les contraintes, les freins, les valeurs des familles, ainsi que leur recherche d'équilibre normatif et d'intégration dans la « classe moyenne ».

Les freins à la maîtrise de l'énergie

Ces logiques d'action renforcent ou s'opposent à une logique de cycle de vie de la famille. Ainsi, les parents se sentent soumis à un cycle de vie : les enfants, en grandissant, consomment de plus en plus de flux domestiques, et sont de moins en moins « contrôlables » par leurs parents.

– Ainsi, l'enfance est considérée comme un moment ambivalent, où les parents tentent à la fois de préserver leurs enfants face à leurs difficultés ou en tout cas face à leur gestion financière, tout en cherchant à les éduquer sur les économies d'énergie et de gestion des flux plus globalement (l'eau, l'alimentation, le tri des déchets, etc.).

– Puis, l'adolescence est considérée comme un moment relationnel critique. De plus, les parents considèrent que les enfants grandissant font augmenter de manière forte les consommations énergétiques et domestiques du foyer. Les parents cherchent alors à réguler les flux, sans provoquer de conflits trop importants, d'autant plus qu'ils considèrent que les adolescents doivent avoir de bonnes conditions de vie et d'études. La perte de contrôle sur les activités de l'adolescent se double donc également d'une perte de contrôle sur leurs consommations en eau et en énergie.

– Enfin, les parents dont les enfants sont partis du domicile, ressentent une nette différence en termes de consommation de flux domestiques, et s'accordent à dire que leurs enfants ont aujourd'hui des pratiques beaucoup plus attentives aux consommations (« maintenant qu'ils paient les factures... »).

La notion de confort vient également limiter les pratiques de maîtrise des consommations. Dans les pratiques des parents interviewés, nous retrouvons cette tension entre la volonté de gérer les consommations, voire de les réduire (ou ne pas les faire augmenter), et la volonté de créer une ambiance confortable dans le logement, c'est-à-dire de ne pas tomber dans le registre de la privation ou de l'obsession. Ainsi, le confort de vie, par exemple la volonté de gagner du temps ou de ne pas en perdre (pour se consacrer à des activités agréables) peut être contradictoire avec la maîtrise des consommations d'énergie. Des arbitrages entre énergie humaine et énergie électrique peuvent avoir lieu (ex : prendre un sèche-linge, malgré la connaissance de sa consommation, pour éviter de faire soi-même).

Les personnes rencontrées recherchent davantage un équilibre dans leurs pratiques qu'un extrême confort, qui est considéré comme un « luxe » non souhaitable, vus ses effets financiers (dépenses trop fortes par rapport au bénéfice), éducatifs (surprotection des enfants) et écologiques (gaspillage des ressources). Des priorités sont alors établies (gagner du temps ou de l'énergie, par exemple), et des compromis sont effectués, en fonction de ces priorités. La maîtrise de l'énergie repose donc sur un arbitrage entre des logiques d'actions, des priorités familiales, des contraintes économiques, et une valeur d'équilibre.

L'énergie renvoie donc à des fonctions sociales très importantes pour les ménages. En particulier, elle renvoie aux fonctions de :

– confort (ambiance, hygiène), voire de repli sur le foyer (construction d'une sphère privée « douce ») (Bovay *et alii*, 1987, Shove, 2003); ou en tout cas de construction d'un « chez-soi », d'appropriation du logement (Desjeux *et alii*, 1996);

- gain de temps (Bovay *et alii*, 1987, Shove, 2003) ;
- construction de la famille et de son histoire (cycle de vie, ruptures, répartition des rôles, relations intergénérationnelles et dans le couple, etc.) (Desjeux *et alii*, 1996).

Le lien entre niveau de consommation énergétique et accès à ces fonctions sociales est fort. Les freins sociaux à la modération énergétique sont donc importants car la modération soit demande à briser ce lien (garder les mêmes fonctions sociales tout en améliorant l'efficacité énergétique), soit revient à modifier ces fonctions sociales pour aller vers d'autres valeurs (prendre son temps, développer un confort plus immatériel, déconnecter le familial du domestique).

Les conditions d'un processus de modération

Cette enquête sur un groupe social spécifique et l'analyse bibliographique des travaux sur les pratiques et représentations énergétiques (Moussaoui, 2006) permettent de faire ressortir des questions actuelles autour des comportements en matière d'énergie et du rôle symbolique et concret très fort de l'énergie dans nos sociétés. Les ménages pensent « ne pas gaspiller », voire « faire attention », et réalisent déjà les actions qui peuvent s'insérer facilement dans leurs modes de vie, dans leurs projets de vie. Ils sont donc en demande de conseils complémentaires, plus poussés, plus personnalisés, mais n'augmentant pas leur charge mentale. Informations et conseils seront d'autant plus opérationnels qu'ils s'appuieront sur une connaissance des modes de vie et d'habiter des différentes populations. Une difficulté à lever pour aller plus loin dans les économies d'énergie est par exemple la mise en visibilité des consommations énergétiques, celles-ci étant pour le moment considérées comme invisibles, donc non gérables.

Les enquêtes en sciences sociales montrent d'autres freins beaucoup plus difficiles à lever, en particulier ceux liés aux projets de vie, aux normes sociales intégrées, à l'identité sociale. La maîtrise de l'énergie ne s'intègre dans les pratiques que si elle répond à des problèmes du quotidien (Linden, Carlsson-Kanyama, Eriksson, 2006). Aujourd'hui, la consommation d'énergie est liée de manière très étroite aux notions de développement, de croissance, de progrès social, de confort, d'aisance, de bonheur, avec un vocabulaire autour des notions de « symbolique, passionnel, mise en scène,

distinction, plaisir, fantaisie, abondance, acquis social, bien-être, confort, progrès, liberté, dépenser, consommer, être généreux, aisance », alors que la notion de « maîtrise de l'énergie » a une image globalement négative avec un vocabulaire tel que « rationnel, utile, nécessaire, besoin, discrétion, sobriété, austérité, pénurie, faire attention, réduction, punition, privation, contrainte, retour en arrière, économiser, contrôler ses consommations, être radin, pauvre » (Zelem, 2005). Il semble cependant que les normes sociales évoluent. On remarque en particulier une préoccupation environnementale grandissante et un renversement des contenus de la distinction sociale, dans certains milieux sociaux, plutôt aisés, vers des valeurs de sobriété, plutôt que vers des valeurs d'accumulation et d'ostentation, comme c'était le cas traditionnellement (Veblen, 1899/1979).

De plus, il existe une limite à l'exercice des campagnes de sensibilisation qui sont construites dans une logique « top-down », car la réception des campagnes dépend des modes de vie, des compétences techniques, énergétiques, des ménages, de leurs valeurs pré-existantes.

Vus les résultats d'enquêtes montrant des pratiques réelles, bien que pas toujours étiquetées « maîtrise de l'énergie », une remontée des bonnes pratiques (logique « bottom-up ») serait un premier pas vers une autre façon de mener des politiques publiques en matière d'attention énergétique. Mais ce renversement de démarche ne suffit pas. La tendance actuelle, en France, de ne prendre en compte que deux acteurs (un émetteur de conseils, services, et un récepteur des messages), fait oublier que la société est construite sur des réseaux d'acteurs intermédiaires (amis, collègues, famille, quartier, institutions, commerçants, etc.), et que les actions de chacun sont construites dans ce lien social. Cette richesse de relations pourrait être utilisée pour faire évoluer les normes sociales vers une plus grande attention énergétique.

La démarche qui consiste à vouloir imposer, dans un certain contexte, des comportements, en culpabilisant les ménages sur leur niveau de consommation, ne semble pas adéquate pour construire des comportements économes en matière énergétique de manière durable. Par contre, montrer l'exemple, construire une nouvelle norme sociale, avec l'aide des acteurs intermédiaires, avec des politiques volontaristes et stables dans le temps, peut permettre de créer les conditions à la création sociale, à l'innovation sociale, autour de la question énergétique.

Références bibliographiques

Bégué M.-C., (2005), « La maîtrise de la demande en électricité en France, entre impératif environnemental et hésitations politiques », *Annales historiques de l'électricité*, EDF Fondation/Victoires Editions, n° 3, août, pp. 49-61.

Béguin J.-M., Boulanger P.-M., Lussis B., (2003), *L'apport des sciences sociales à l'utilisation rationnelle de l'énergie par les ménages. Conclusions et perspectives du séminaire Energie du 26 mai 2003*, Institut pour un Développement Durable.

Bovay C., Campiche R.J., Hainard F., Kaiser H., Pedrazzini Y., Ruh H., Spescha P., (1987), *L'énergie au quotidien. Aspects sociologiques et éthiques de la consommation d'énergie*, Genève, Labor et Fides.

Chauvel L., (2006), *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil.

Desjeux D., Berthier C., Jarrafoux S., Orhant I., Taponier S., (1996), *Anthropologie de l'électricité. Les objets électriques dans la vie quotidienne en France*, Paris, L'Harmattan.

Dobré M., (2003), « Société de consommation et risque environnemental. », in Yves Dupont (dir), *Dictionnaire des risques*, Paris, Armand Colin.

Dobré M., 2002, *L'écologie au quotidien : éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan.

Gromesnil O., (2002), « La consommation d'énergie à usage domestique depuis quarante ans. L'électricité, numéro un dans les foyers », *INSEE Première*, n°845, mai.

Henning A., (2005), « Climate change and energy use. The role for anthropological research », *Anthropology Today*, vol. 21, n° 3, pp. 8-12.

IFOP, (2005), *Les Français et l'énergie*, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

La Revue Durable, (2002), « Maîtriser la consommation d'électricité au Nord », n°1, septembre-octobre.

Laponche B., (2004), *Maîtriser la consommation d'énergie*, Paris, Le Pommier/Cité des sciences et de l'industrie.

Linden A.L., Carlsson-Kanyama A., Eriksson B., (2006), « Efficient and inefficient aspects of residential energy behaviour : What are the policy instruments for change ? », *Energy Policy*, n°34, pp. 1918-1927.

Nevius M. J., (2001), *Thermostats with*

attitudes : A Sociological Analysis of Assumptions Underlying Common Approaches to Reducing Residential Energy Consumption, dissertation for the degree of Doctor of Philosophy (sociology), University of Wisconsin

Roy A., (2006), « L'environnement, de plus en plus intégré dans les gestes et attitudes des Français », *Le 4 Pages*, IFEN, n°109, janvier-février.

Shove E., (1997), « Revealing the invisible : sociology, energy and the environment », in Redclift M., Woodgate G., *The International Handbook of Environmental Sociology*, Cheltenham, Edward Elgar, pp. 261-272.

Shove E., (2003), « Converging conventions of comfort, cleanliness and convenience », *Journal of Consumer Policy*, n°26-4, pp. 395-418.

Singly F. (de), (1993), *Sociologie de la famille contemporaine*, éditions Paris, Nathan.

Toulon A., (2005), « La sensibilisation de l'opinion publique aux économies d'énergie, 1974-1986 », *Communication au séminaire Etat-Energie* du 9 avril 2005.

Veblen T., (1899/1979), *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard (1^{ère} éd. Macmillan company).

Zelem M.-C., (2002), « Maîtrise de la demande d'énergie et société de consommation. Une mise en compatibilité complexe », *Cahiers de Global Chance*, n°16, novembre, pp. 111-119.

Zelem M.-C., (2005), « La maîtrise de la demande d'énergie. Approche sociologique des comportements et des usages », *Intervention au séminaire du GRETS*, 21 juin.

Biographie

ISABELLE MOUSSAOUI, docteur en anthropologie sociale (Université Paris V), est actuellement ingénieur-chercheur en socio-anthropologie à EDF R&D (Groupe de Recherche Energie, Technologie et Société). Elle travaille sur les comportements énergétiques des Européens, et particulièrement sur les pratiques et représentations de la « maîtrise de l'énergie » et la consommation citoyenne. Elle développe une analyse générationnelle des comportements de consommation. Auparavant, elle a travaillé plusieurs années sur les pratiques et représentations de l'alimentation.

isabelle.moussaoui@edf.fr